

17 MAI 1999. — Décret créant le Conseil supérieur de l'Education permanente (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté, et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- le ministre : le ministre ayant l'éducation permanente dans ses attributions;
- le décret : le décret de la Communauté française du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé auprès du Gouvernement de la Communauté française un Conseil supérieur de l'Education permanente - ci-après dénommé le Conseil.

§ 2. Le Conseil a pour mission de :

1° formuler d'initiative ou à la demande du ministre, du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française, tout avis et proposition sur la politique générale de l'éducation permanente et de la promotion socio-culturelle des travailleurs, telles qu'elles sont définies dans le décret, ainsi que sur la promotion des organisations reconnues en application du même décret;

2° formuler, conformément au décret et à ses arrêtés d'application, tout avis sur la reconnaissance, le classement en catégories, le subventionnement ou le retrait de reconnaissance d'organisations d'éducation permanente et, le cas échéant, de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Art. 3. Le Conseil se compose de 36 membres, représentatifs de la pluralité des organisations reconnues dans le cadre du décret, dont :

1° 18 responsables d'organisations générales ou, le cas échéant, de leurs régionales dépendantes, reconnues au chapitre II du décret;

2° 10 responsables d'organisations générales, ou, le cas échéant, de leurs régionales dépendantes, reconnues au chapitre I du décret;

3° 3 responsables d'organisations régionales indépendantes reconnues au chapitre II du décret;

4° 3 responsables d'organisations régionales indépendantes reconnues au chapitre I du décret;

5° 2 responsables d'organisations locales indépendantes reconnues au chapitre I ou au chapitre II du décret.

Art. 4. Les membres du Conseil sont désignés par le Gouvernement après un appel aux candidatures auprès des organisations reconnues en application du décret.

Les membres du Conseil sont désignés pour un terme de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

Art. 5. Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Il est remplacé par une personne désignée selon les mêmes conditions pour achever son mandat. Est également réputé démissionnaire le membre qui, sans justification préalable, est absent à plus de la moitié des séances annuelles du Conseil.

Art. 6. § 1^{er}. Le président et les vice présidents du Conseil sont choisis par le Gouvernement et forment le Bureau du Conseil.

§ 2. Le Bureau :

1° organise les activités du Conseil;

2° prépare les séances du Conseil, de la Commission de promotion socio-culturelle des travailleurs prévue à l'article 10, et des groupes de travail;

3° assure la représentation extérieure du Conseil;

4° exécute les décisions du Conseil.

§ 3. Entre deux séances du Conseil, le Bureau prend toute disposition utile conformément aux missions et aux objectifs généraux définis par le Conseil. Il rend compte de ses interventions et de ses initiatives à la séance la plus proche du Conseil.

Art. 7. Un représentant du Service général de l'Education permanente et de la Jeunesse et un représentant du Service général de l'Inspection assistent de droit aux réunions du Conseil et de la Commission de promotion socio-culturelle des travailleurs, avec voix consultative.

Des moyens de fonctionnement ou en personnel sont mis à la disposition du Conseil et de la Commission de promotion socio-culturelle des travailleurs. Ils sont déterminés par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 8. Le Conseil établit chaque année un rapport d'activités. Celui-ci est communiqué :

1° au Gouvernement;

2° au Conseil de la Communauté française;

3° aux organisations reconnues dans le cadre du décret.

Art. 9. § 1^{er}. Le Conseil se réunit au moins dix fois par année civile, sur convocation du président. Celui-ci doit convoquer le Conseil si le ministre, le Gouvernement, le Conseil de la Communauté française ou un cinquième au moins des membres du Conseil le demandent.

La présence d'au moins un tiers des membres est requise pour que le Conseil puisse siéger valablement. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les 10 jours ouvrables avec le même ordre du jour. Dans ce cas, le Conseil siège valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

§ 2. La prise de décision se fait à la majorité des membres présents.

Si cinq membres au moins en font la demande en séance, les avis comprennent une note de minorité. Celle-ci doit recevoir l'approbation d'au moins cinq membres du Conseil et ne peut comporter plus de signes que le texte majoritaire.

Les avis relatifs aux dossiers de demande de reconnaissance ou de proposition de retrait de reconnaissance d'associations doivent être émis dans un délai de trois mois prenant cours à la date de dépôt des dossiers. Les avis demandés par le ministre, le Gouvernement ou le Conseil de la Communauté française doivent être émis dans un délai de trois mois prenant cours à la date de la demande d'avis au Conseil. Ce délai écoulé, l'avis est réputé conforme aux propositions de l'administration.

§ 3. Le Conseil adopte un règlement d'ordre intérieur, lequel est soumis à l'approbation du ministre.

§ 4. Les procès-verbaux, avis et propositions du Conseil sont transmis au ministre.

Art. 10. Une Commission de promotion socio-culturelle des travailleurs est constituée au sein du Conseil. Elle se compose des membres du Conseil responsables d'organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Elle a pour mission de :

1° formuler au ministre, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis et des propositions sur les actions de formation correspondant à la deuxième tranche du fonds de promotion socio-culturelle des travailleurs;

2° de formuler au Conseil des avis sur la politique générale de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Art. 11. La Commission de promotion socio-culturelle des travailleurs se réunit au moins cinq fois par année civile sur convocation de son président. Celui-ci doit convoquer la Commission à la demande du ministre, du Gouvernement, du Conseil de la Communauté française ou d'un cinquième au moins de ses membres.

La présence d'au moins un tiers des membres est requise pour que la Commission puisse siéger valablement. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les dix jours ouvrables avec le même ordre du jour. Dans ce cas, la Commission siège valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

La prise de décision se fait à la majorité des membres présents. Si trois membres au moins en font la demande en séance de Commission, les avis comprennent une note de minorité qui doit recevoir l'approbation d'au moins trois membres. Elle ne peut comporter plus de signes que le texte majoritaire.

Art. 12. Le président et les vice présidents de la Commission de promotion socio-culturelle des travailleurs sont choisis en son sein par le Gouvernement.

Art. 13. Le Gouvernement de la Communauté française détermine les jetons de présence et les indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre les membres du Conseil, de son Bureau et de la Commission de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Art. 14. La loi du 3 avril 1929 instituant le Conseil supérieur de l'Education populaire est abrogée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 mai 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 304-1. — Amendements de commission, n°s 304-2 à 304-6. — Rapport, n° 304-7.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 27 avril 1999.

—
VERTALING

N. 99 — 2536

[C - 99/29308]

17 MEI 1999. — Decreet houdende oprichting van de "Conseil supérieur de l'Education permanente" (Hoge Raad voor Permanente Opvoeding van de Franse Gemeenschap) (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de zin van dit decreet, dient te worden verstaan onder :

— de minister : de minister tot wiens bevoegdheid de permanente opvoeding behoort;

— het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders.

Art. 2. § 1. Er wordt bij de Regering van de Franse Gemeenschap een "Conseil supérieur de l'Education permanente" (Hoge Raad voor Permanente Opvoeding van de Franse Gemeenschap), hierna "de Raad" genoemd, opgericht.

§ 2. De Raad heeft als opdracht :

1° op eigen initiatief of op aanvraag van de minister, van de Regering of van de Raad van de Franse Gemeenschap, elk advies en voorstel voor te leggen over het algemeen beleid inzake permanente opvoeding en sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, zoals die in het decreet bepaald zijn, alsook over de bevordering van de organisaties die met toepassing van hetzelfde decreet erkend zijn.

2° overeenkomstig het decreet en zijn toepassingsbesluiten, elk advies uit te brengen over de erkenning, de rangschikking in categorieën, de subsidiëring of de intrekking van de erkenning van organisaties voor permanente opvoeding en, in voorkomend geval, voor sociaal-culturele bevordering van arbeiders.

Art. 3. De Raad is samengesteld uit 36 leden, die representatief zijn voor de verschillende organisaties die in het kader van het decreet erkend zijn, verdeeld als volgt :

1° 18 personen verantwoordelijk voor algemene organisaties of, in voorkomend geval, voor hun afhankelijke gewestelijke organisaties, die in hoofdstuk II van het decreet erkend zijn;

2° 10 personen verantwoordelijk voor algemene organisaties, of, in voorkomend geval, voor hun afhankelijke gewestelijke organisaties, die in hoofdstuk I van het decreet erkend zijn

3° 3 personen verantwoordelijk voor erkende onafhankelijke gewestelijke organisaties die in hoofdstuk II van het decreet erkend zijn;

4° 3 personen verantwoordelijk voor erkende onafhankelijke gewestelijke organisaties die in hoofdstuk I van het decreet erkend zijn;

5° 2 personen verantwoordelijk voor erkende onafhankelijke plaatselijke organisaties die in hoofdstuk I of hoofdstuk II van het decreet erkend zijn.

Art. 4. De leden van de Raad worden door de Regering aangesteld na oproep tot de kandidaten bij de organisaties die met toepassing van het decreet erkend zijn.

De leden van de Raad worden voor vier jaar benoemd. Hun mandaat is vernieuwbaar.

Art. 5. Ieder lid dat de hoedanigheid verliest krachtens welke het benoemd werd, wordt al ontslagnemend geacht. Het wordt vervangen door een persoon die volgens dezelfde voorwaarden wordt aangewezen om het mandaat te voleindigen.

Als ontslagnemend wordt eveneens geacht, het lid dat, zonder voorafgaande rechtvaardiging, op meer dan de helft van de jaarlijkse vergaderingen van de Raad afwezig is.

Art. 6. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitters van de Raad worden door de Regering gekozen en vormen het Bureau van de Raad.

§ 2. Het Bureau :

1° organiseert de activiteiten van de Raad;

2° bereidt de vergaderingen van de Raad, van de Commissie voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, bedoeld in artikel 10, en van de werkgroepen, voor;

3° neemt de externe vertegenwoordiging van de Raad waar;

4° voert de beslissingen van de Raad uit.

§ 3. Tussen twee vergaderingen van de Raad, neemt het Bureau elke nuttige beslissing overeenkomstig de opdrachten en algemene doelstellingen die door de Raad worden bepaald.

Het legt een verslag over zijn optreden en zijn initiatieven bij de eerstvolgende vergadering van de Raad voor.

Art. 7. Een vertegenwoordiger van de Algemene Dienst voor de permanente opvoeding en de jeugd en een vertegenwoordiger van de Algemene Dienst Inspectie wonen de vergaderingen van de Raad en van de Commissie voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders van rechtswege, met raadgevende stem, bij.

Er worden middelen inzake werking of inzake personeel ter beschikking van de Raad en van de Commissie voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders gesteld. Zij worden door de Regering van de Franse Gemeenschap bepaald.

Art. 8. De Raad maakt elk jaar een activiteitenverslag op. Dit wordt medegedeeld :

1° aan de Regering;

2° aan de Raad van de Franse Gemeenschap;

3° aan de organisaties die in het kader van het decreet erkend zijn.

Art. 9. § 1. De Raad wordt ten minste tien keer in elk burgerlijk jaar door de voorzitter bijeengeroepen. Deze moet de Raad bijeenroepen indien de minister, de Regering, de Raad van de Franse Gemeenschap of minstens één vijfde van de leden van de Raad dit aanvragen.

De Raad vergadert geldig indien ten minste één derde van de leden aanwezig is. Is het quorum niet bereikt, dan wordt een nieuwe vergadering binnen de 10 werkdagen, met dezelfde agenda, bijeengeroepen. In dat geval vergadert de Raad geldig, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. De beslissingen worden bij meerderheid van de aanwezige leden genomen.

Indien minstens vijf leden dit tijdens de vergadering aanvragen, omvatten de adviezen een minderheidsnota. Deze moet door minstens vijf leden van de Raad worden goedgekeurd en mag niet meer tekens omvatten dan de meerderheidstekst.

De adviezen over de dossiers betreffende de aanvraag om erkenning of voorstel van intrekking van de erkenning van organisaties moeten worden uitgebracht binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van indiening van de dossiers.

De adviezen die door de minister, de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap worden aangevraagd, moeten worden uitgebracht binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van aanvraag om advies aan de Raad. Is die termijn verstreken, dan wordt het advies geacht te beantwoorden aan de voorstellen van de administratie.

§ 3. De Raad keurt een huishoudelijk reglement goed, dat aan de minister ter goedkeuring wordt voorgelegd.

§ 4. De notulen, adviezen en voorstellen van de Raad worden aan de minister medegedeeld.

Art. 10. Er wordt een Commissie voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders binnen de Raad opgericht. Die is samengesteld uit de leden van de Raad die verantwoordelijk zijn voor organisaties voor sociaal-culturele bevordering van arbeiders.

Ze heeft als opdracht :

1° aan de minister, op diens aanvraag, of op eigen initiatief, adviezen en voorstellen voor te leggen over de opleidingsacties die overeenstemmen met de tweede schijf van het Fonds voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders;

2° aan de Raad adviezen te geven over het algemeen beleid inzake sociaal-culturele bevordering van de arbeiders.

Art. 11. De Commissie voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders wordt ten minste vijf keer in elk burgerlijk jaar door haar voorzitter bijeengeroepen. Deze moet de Commissie bijeenroepen op aanvraag van de minister, de Regering, de Raad van de Franse Gemeenschap of minstens één vijfde van haar leden.

De Commissie vergadert geldig indien minstens één derde van de leden aanwezig is. Is het quorum niet bereikt, dan wordt een nieuwe vergadering binnen de tien werkdagen, met dezelfde agenda, bijeengeroepen. In dat geval vergadert de Commissie geldig, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden bij meerderheid van de aanwezige leden genomen. Indien minstens drie leden dit tijdens een vergadering van de Commissie aanvragen, omvatten de adviezen een minderheidsnota, die door minstens drie leden moet worden goedgekeurd. Ze mag niet meer tekens omvatten dan de meerderheidstekst.

Art. 12. De voorzitter en de ondervoorzitters van de Commissie voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders worden uit haar midden door de Regering gekozen.

Art. 13. De Regering van de Franse Gemeenschap stelt het presentiegeld en de vergoedingen vast waarop de leden van de Raad, van zijn Bureau en de Commissie voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders aanspraak kunnen maken.

Art. 14. De wet van 3 april 1929 tot instelling van de Hoge Raad voor de Volksontwikkeling wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 mei 1999.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn
en de gezondheidspromotie,
Mevr. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIÓN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 304-1. — Commissieamendement, nrs. 304-2 tot 304-6. — Verslag, nr. 304-7.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 27 april 1999.



F. 99 — 2537

[S - C - 99/29113]

27 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 53 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 53;

Vu l'avis du Conseil Général de concertation pour l'enseignement secondaire du 26 août 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 17 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 9 octobre 1998;